



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes  
Cabinet du préfet  
Direction des sécurités  
Bureau des polices administratives  
Pôle armes et explosifs

## ARRETE PORTANT INTERDICTION DE VENTE, DE DETENTION ET D'UTILISATION DES ARTIFICES DE DIVERTISSEMENT

**Le préfet des Alpes-Maritimes**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2215-1 ;

**VU** le code pénal ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

**VU** le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**CONSIDERANT** d'une part que l'utilisation des artifices de divertissement impose en milieu densément urbanisé des précautions particulières en raison notamment des nuisances sonores occasionnées par l'utilisation de ces artifices ;

**CONSIDERANT** d'autre part les dangers, les accidents, et les atteintes graves aux personnes et aux biens qui peuvent résulter de l'utilisation inconsidérée des artifices de divertissement, particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de rassemblement ;

**CONSIDERANT** particulièrement à cet égard le risque de panique qui pourrait être causé par l'utilisation d'articles pyrotechniques dans des lieux de grand rassemblement, en particulier dans un contexte de menace terroriste ;

**CONSIDERANT** de surcroît que cette utilisation est notamment le fait de mineurs ;

**CONSIDERANT** enfin que les risques de troubles à l'ordre public provoqués par l'emploi de ces artifices sont particulièrement importants à l'occasion des fêtes de fin d'année ;

**SUR PROPOSITION** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes ;

## ARRÊTE

**Article 1er** : Toute cession ou toute vente d'artifices de divertissement, quelle qu'en soit la catégorie, (T1, T2, C1, C2, C3, C4 et K1, K2, K3, K4) est interdite dans l'ensemble des communes du département des Alpes-Maritimes les **23, 24 et 25 décembre 2017 inclus, et les 30 et 31 décembre 2017 inclus ainsi que les 1<sup>er</sup> et 2 janvier 2018 inclus.**

**Article 2** : Tout commerçant qui aura constaté un achat important et anormal des produits cités à l'article 1<sup>er</sup> hors des périodes visées dans ledit article devra le signaler au service de police ou de gendarmerie territorialement compétent.

**Article 3** : Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, la vente aux personnes titulaires du certificat de qualification prévue à l'article 28 du décret du 4 mai 2010 susvisé demeure autorisée pendant cette période.

**Article 4** : Sous réserve des dispositions des articles 27 et 28 du décret du 4 mai 2010 susvisé, l'utilisation et la détention des artifices de divertissement, quelle qu'en soit la catégorie, est interdite **23, 24 et 25 décembre 2017 inclus, et les 30 et 31 décembre 2017 inclus ainsi que les 1<sup>er</sup> et 2 janvier 2018 inclus** sur la voie publique et en direction de la voie publique.

**Article 5** : Les commerçants proposant à la vente des artifices de divertissement apposent, en permanence, de manière visible et lisible, une affiche de format minimal 21 x 29,7 cm, conforme au modèle joint en annexe.

**Article 6** : Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes, le commandant du groupement de gendarmerie des Alpes-Maritimes, le directeur départemental de la sécurité publique et les maires du département des Alpes-Maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Fait à Nice, le - 7 DEC. 2017

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet  
DS-4134

Jean-Gabriel DELACROY



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES ALPES-MARITIMES

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL DU -7 DEC. 2017

## INTERDISANT

la vente, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement

L'arrêté préfectoral du -7 DEC. 2017 interdit la vente, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement :

- sur la voie publique et en direction de la voie publique ;
  - les 23, 24 et 25 décembre 2017 inclus ;
  - les 30 et 31 décembre 2017 inclus ;
  - les 1<sup>er</sup> et 2 janvier 2018 inclus ;

VU, pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour

Nice, le -7 DEC. 2017

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet  
DS-4124

Jean-Gabriel DELACROY